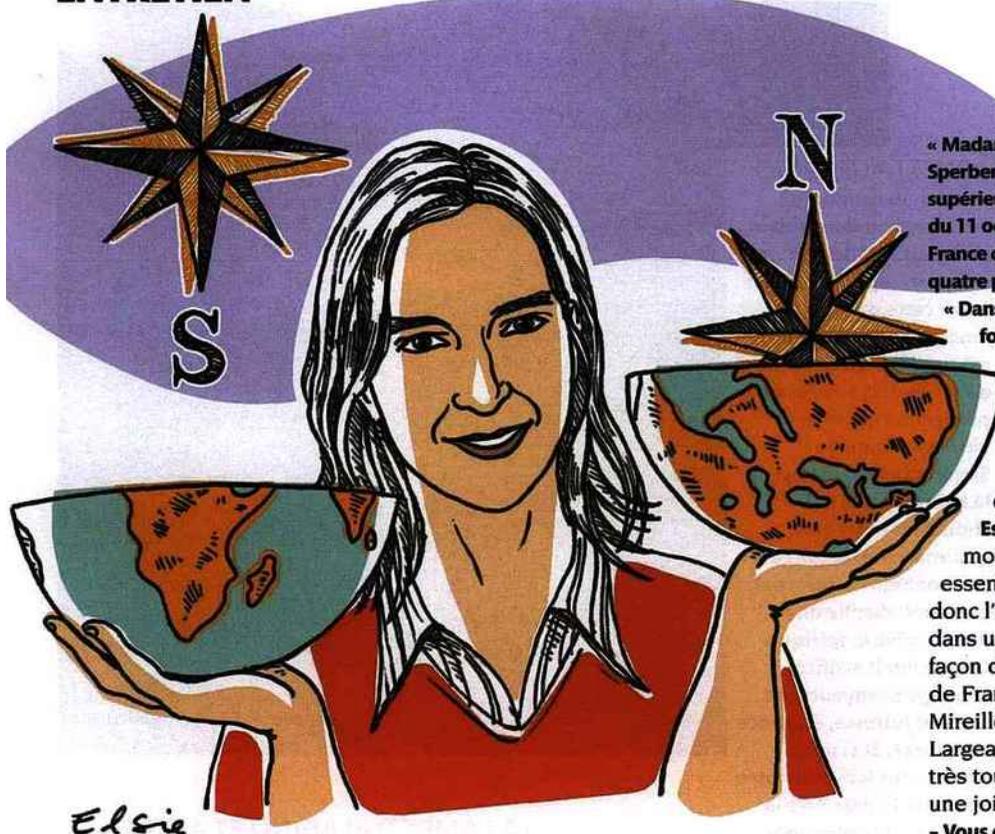


ENTRETIEN



« Madame Figaro », - Monique Cantosperber, qui dirige l'École normale supérieure, nous rappelait (notre édition du 11 octobre 2008) que le Collège de France compte aujourd'hui cinquante-quatre professeurs, dont... trois femmes.

« Dans tous les systèmes qui fonctionnent sur la cooptation entre pairs, on constate que les femmes sont plus que rares », ajoutait-elle. Vous êtes donc la quatrième : comment avez-vous vécu votre entrée dans cette illustre institution ?

Esther Duflo. - Très bien ! Le monde de l'économie est essentiellement masculin, j'ai donc l'habitude d'être une femme dans une mer d'hommes ! Mais la façon dont les femmes du Collège de France - les P^s Anne Cheng, Mireille Delmas-Marty, Anne Fagot-Largeault* - m'ont accueillie était très touchante. Elles l'ont fait avec une joie particulière.

- Vous occupez pour une année la chaire « Savoirs contre pauvreté »**. Que signifie cet intitulé ?

- Je n'en suis pas responsable, car c'est le Collège de France qui l'a choisi, mais je crois qu'il s'agit d'affirmer que le savoir - qu'il

Esther Duflo

PRATIQUER L'ECONOMIE COMME

À 36 ans, cette brillante économiste est le benjamin des professeurs du Collège de France. Son approche de l'aide au **développement** pour les PLUS PAUVRES fait des émules dans le monde entier. Sur le modèle des essais cliniques, elle défend les expériences de terrain, avec un *droit à l'erreur*. Inédit.

Propos recueillis par Viviane Chocas

s'agisse de celui d'un économiste, d'un médecin, d'un ingénieur... -, avec toute sa rigueur, son exigence, sa qualité, a quelque chose à dire contre les situations de pauvreté. Une chaire comme celle-ci peut apporter des éclairages sur la question, et se doter d'un public large, en France et ailleurs, notamment avec la possibilité de télécharger les cours sur le Web.

- Qu'est-ce que l'économie de développement ? En quoi se différencie-t-elle de votre discipline « d'origine », l'économie tout court ?

- L'économie du développement tourne autour d'une question fondamentale : pourquoi y a-t-il des pays pauvres qui restent pauvres et pourquoi y a-t-il des gens pauvres

qui le demeurent ? Et comment enclencher des mécanismes pour réduire cette pauvreté ? Car la pauvreté n'est pas seulement une question de revenus, c'est aussi une question qui touche au manque d'éducation, de soins de santé et au contrôle de sa vie. L'économie du développement a toujours eu une tradition de collectes des données, mais, depuis une dizaine d'années, des travaux empiriques, tels que ceux que je mène avec le Poverty Action Lab (PAL) ***, émergent pour essayer d'évaluer plus précisément encore l'impact réel des politiques de développement sur le terrain.

- À vous entendre, trop de programmes contre la pauvreté sont lancés sans qu'on en évalue les résultats. Pourquoi ?

- En français comme en anglais, le mot « évaluer » a une connotation négative. On évalue souvent ce qui a été fait pour distribuer des récompenses ou des sanctions. Du coup, l'évaluation fait peur ! Pour moi, en économie, c'est un outil de prospective : on évalue une idée afin d'estimer si elle est bonne ou non. Prenons un exemple concret : les moustiquaires imprégnées qui, au Kenya, sont le moyen le plus

idée pour les améliorer ? On pense généralement qu'il faut leur procurer plus de livres, plus de cartes, plus d'enseignants... En réalité, on s'est rendu compte, dans plusieurs pays d'Afrique, que mettre plus de choses n'avait aucun effet. Donner un uniforme ou une cantine scolaire ? Pas d'avantage. La manière la plus efficace pour envoyer des enfants à l'école, et réduire l'absentéisme scolaire, c'est de s'assurer que des vermifuges leur sont distribués. Cela coûte cinquante centimes d'euros par an et par enfant, et ça augmente d'un quart leur temps de présence à l'école. On essaie toujours de se confronter au terrain, en gardant une exigence académique. Je souhaite pratiquer l'économie comme une vraie science humaine, rigoureuse, humble, généreuse, engagée.

- Vous dirigez aussi un réseau de chercheurs, le Laboratoire d'action contre la pauvreté, ou Poverty Action Lab (PAL) ? Quelle est sa fonction ?

- Le PAL est d'abord un laboratoire installé au Massachusetts Institute of Technology (MIT), à Cambridge, près de Boston, et il a une antenne

programme de subvention alimentaire pour des gens à faibles revenus. Or ces subventions restent peu utilisées : est-ce parce que ces derniers sont mal informés, stigmatisés, ou face à trop de paperasserie ? On cherche très concrètement pourquoi cela ne marche pas, comment rendre les programmes plus efficaces.

- Quels repères vous a fournis votre propre éducation ?

- Ma mère est pédiatre de ville, et elle aussi est très active dans une ONG. Lorsque j'étais petite, elle partait régulièrement en mission dans les pays en développement. Quand on est un enfant de la classe moyenne en France et que l'on voit des photos de petits enfants africains qui ont faim simplement parce qu'ils vivent ailleurs, bien sûr, ça pose des questions auxquelles je n'ai pas fini de répondre. Il faut faire quelque chose du fait qu'on est né avec une petite cuillère en argent dans la bouche, non ? J'essaie de vivre avec le sens de ce privilège. Et de la responsabilité qu'il donne. Ça va de pair avec une certaine curiosité, première étape pour regarder autre chose que son nombril.

UNE VRAIE SCIENCE HUMAINE

efficace de lutter contre le paludisme. Faut-il les distribuer gratuitement pour que tout le monde y ait accès ou les faire payer pour une somme modique afin que les gens prennent conscience de leur importance ? L'expérience seule nous a permis de démontrer qu'il valait mieux, en fait, les donner. Ce qui prouve l'utilité de l'évaluation.

- Vous dites : « Je veux une économie humaine, avec une approche normative. »

- Oui. Ça veut dire que l'économie peut faire des propositions sur le monde. Je vous donne un exemple : les écoles des pays en développement sont très pauvres, elles disposent de peu de livres, de peu de classes. La première

à l'école d'économie de Paris. Nous avons un réseau de trente-cinq chercheurs qui travaillent avec cette méthode expérimentale pour évaluer des projets dans le monde entier, en Inde, au Kenya, au Maroc, à Madagascar notamment. C'est un changement de culture dans la sphère politique, au sens large, que d'utiliser l'économie comme ça.

- Ce réseau intervient-il sur des actions d'aide aux plus pauvres dans les pays riches ?

- Oui. Aux États-Unis, j'ai travaillé sur deux programmes. L'un concerne l'épargne et les crédits d'impôts réservés aux gens défavorisés, et l'autre, les « food stamps », sortes de tickets repas distribués dans le cadre d'un

- Quelle est votre vision de la crise financière actuelle ?

- Je ne peux que confirmer à quel point aucun de mes collègues experts économistes n'a vraiment compris ce qui se passait ! Ce n'est pas une réussite pour l'économie. Nous allons nous en remettre, au Nord. Je pense qu'on va aussi oublier le Sud pendant un moment - c'est le risque. ■

** Respectivement responsables de cours sur l'histoire intellectuelle de la Chine, le droit international et la philosophie des sciences.*

*** Créée à l'initiative de Philippe Kourilsky et de Pierre Rosanvallon et financée par l'Agence française de développement.*

**** Le nom complet du Laboratoire est Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL).*